

## **Partie I : Natacha Abingeneye « Mon père, mon injustice »**

## **Partie II : John Philpot, “Insider Witnesses and the Criminalisation of Political Enemies, The Case of Michel Bagaragaza and Juvenal Uwilingiyimana”**

### **Partie I Mon père, mon injustice.**

Ce soir, je ne peux vous parler des manquements judiciaires du TPIR, les experts le feront bien mieux que moi. Je ne peux pas non plus vous parler des droits et devoirs des enquêteurs du procureur, encore moins de la protection des témoins. Je peux cependant vous parler des circonstances de la disparition de mon père, Juvénal Uwilingiyimana, aux mains des enquêteurs André Delvaux et Tremblay Réjean.

La plupart d’entre vous auront certainement entendu parler du cas Uwilingiyimana. Mon père, à jamais 54 ans, était un ancien ministre du commerce et de la consommation et surtout directeur de l’ORTPN (Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux) en 1994. Après le 6 avril, nous avons pris le chemin de l’exil et nous sommes retrouvés en 2002 après 7 années de séparation, enfin réunis comme une vraie famille. De là, nous voilà en train d’essayer de nous reconstruire : nous les enfants à l’école, papa travaillant à la Fondation Espoir d’Afrique, maman à l’organisme d’aide à domicile Familiehulp. Et tout allait bien jusqu’à ce triste novembre 2005.

Une semaine avant sa disparition, papa nous avait tous appelés au salon pour nous parler. Il voulait nous mettre au courant de ce qu’il vivait. Je pense qu’il se savait condamné. Il nous a assis, le soir, et nous a raconté ce qu’il endurait chaque jour de la semaine depuis août de cette année-là. Après avoir été approché par ces deux enquêteurs que je ne citerai plus, pour soi-disant collaborer à la découverte de la vraie vérité sur notre pays et ses tragédies, papa était « invité » à se présenter chaque jour à ces messieurs. Au début, les séances avaient lieu à Bruxelles et à Lille par après. (puis par après, à Lille). On lui avait même acheté un abonnement aux bons soins du tribunal pour effectuer (faire) chaque jour le trajet. Pour nous, il suivait (faisait) une formation à Lille, ce qui était plutôt une bonne nouvelle. Pourtant chaque jour, humiliation, insultes, tortures morales et physiques étaient son lot quotidien. Le

secouer vivement, des gifles, et tout ce qu'il n'a pas voulu nous dire. On allait même jusqu'à le priver de son déjeuner que maman lui préparait patiemment chaque matin selon le régime très stricte qu'il devait suivre. Diabétique et cardiaque, il devait manger à des heures fixes et à intervalles réguliers, ce dont ces enquêteurs le privait pour qu'enfin papa signe leurs confessions tapées à l'avance.

Mais il refusait toujours. Ce soir-là, il nous a dit tout ça, ajoutant qu'il n'avait plus espoir d'un dénouement heureux. Il nous a dit qu'il avait peur que les enquêteurs passent leurs menaces à l'acte, mais qu'il aurait préféré qu'ils l'arrêtent plutôt, comme les autres. Mais c'était trop tard.

Dimanche matin, Michel Bagaragaza a appelé papa. Ils ont passé un bon moment en ligne. Se doutant que papa avait refusé jusque là de signer des confessions, nous pensons qu'il essayait de le persuader du bon fondé de ne pas désobéir aux enquêteurs.

La veille du 21 novembre, j'étais à la maison avec maman. Papa a appelé, il faisait une crise d'angoisse. Assis sur un banc, il nous a appelés pour qu'on vienne l'aider à rentrer. Il était à bout. Il vomissait du sang. Avec maman, je l'ai soutenu jusqu'à la maison mais il ne voulait pas parler. Il devait retourner à Lille ce lundi matin là. Il s'est levé tôt, il n'a pas pris le déjeuner que maman lui avait préparé, mais il a pris sa clé et son abonnement, et il est sorti avant tout le monde. On ne l'a jamais revu.

Contrairement à nous, maman s'est tout de suite rendu compte que quelque chose dans ce départ précipité clochait. Elle n'arrivait pas à le joindre. Elle a parcouru à pied le chemin vers le médecin personnel de papa, craignant un malaise. Au téléphone, elle a fait le tour des proches de papa, leur demandant s'ils ne l'avaient vu ou s'ils n'avaient pas eu de ses nouvelles. En vain.

Vers midi, ces enquêteurs et bourreaux ont appelé pour dire qu'ils ne l'avaient pas vu arriver ce matin-là. Soi-disant qu'ils s'inquiétaient. Serait-ce pour se couvrir ou se faisaient-ils vraiment du souci? Référant un éventuel danger par rapport aux milieux « hutus », ils nous ont fait croire que papa avait collaboré avec eux, et que donc il fallait absolument taire l'existence même de leurs rencontres. Tout le monde aurait certainement cru à la thèse du témoin gênant assassiné par les barons de l'ancien

régime si l'on n'avait pas trouvé sa fameuse lettre. J'ai laissé le soin à maître Philpot de vous en parler.

Un mois plus tard, on retrouvait son corps dans le canal de Bruxelles. Selon la police, le corps était trop abîmé pour qu'on puisse trouver la cause de la mort. Ironie du sort, à ce moment à la une des JT était la fameuse histoire du meurtre vieux de 92 ans qui venait d'être élucidé par la police scientifique à Grenoble. Février passé encore, on a identifié la cause du décès du pharaon Toutankhamon, 3000 ans plus tard. Mais pour papa, 27 jours, c'était trop long.

Aujourd'hui, après bientôt 5 ans, on n'y croit presque plus. De la police on n'attend plus rien. Mais du TPIR, nous sa famille, ses enfants, son sang, exigeons que les personnes en charge de son dossier prennent leur responsabilité et nous disent pourquoi ils n'ont pas su le protéger. Peu importe qui a assassiné papa et jeté sa dépouille à l'eau, pourquoi n'a-t-il pas été mis en sécurité en sa qualité de témoin du procureur ?

Merci.

Natacha, fille cadette de feu Juvénal Uwilingiyimana  
2<sup>e</sup> Master Commercial Engineering  
Solvay Business School

## **PART II**

### **INSIDER WITNESSES AND THE CRIMINALISATION OF POLITICAL ENEMIES**

#### **The Case of Michel Bagaragaza and Juvenal Uwilingiyimana**

The Prosecution at the ICTR has unsuccessfully attempted to prove that the Akazu, an alleged power group close to President Habyarimana organised a criminal conspiracy to exterminate the Rwandan Tutsi. This short paper examines one of the failed Prosecution tactics in its shameful attempt to destroy and demonize the circle of the assassinated President.<sup>1</sup> The tactic failed outright. One witness Michel Bagaragaza was considered by the Court as a liar<sup>2</sup> and another dignified man, Mr Juvenal

---

<sup>1</sup> The Akazu conspiracy to commit genocide was rejected in the long Zigiranyirazo trial as can be seen on the ICTR web site or on my own website [www.johnphilpot.com](http://www.johnphilpot.com)

<sup>2</sup> Zigiranyirazo Trial Judgement, 18 December 2009, par. 11 and 140.

Uwilingiyimana was murdered following the botched attempt by the Prosecutor to recruit him.

In Canada and the United States as well in drug cartels in South America and probably Mexico, there are tightly organized criminal organisations involved in serious crime such as drug trafficking and money laundering. To destroy these organisations by charging and convicting members for their crimes, the police infiltrate them and coerce and/or buy the cooperation of one or more leading members. The leading member who has blood on his hands is given reduced charges, a new identity and large sums of money to testify against his cohorts. This is standard procedure in Common Law jurisdictions and has resulted in many convictions of important criminals for real crimes involving large amounts of money, murder and other crimes.

### **DOES THIS ORGANIZED CRIME MODEL APPLY TO THE RWANDAN LEADERSHIP IN 1994?**

The “Akazu” prosecution was aimed primarily at Protais Zigiranyirazo, arrested in Brussels in May 2001. The Prosecutor, lead by American Stephen Rapp, formed an Akazu team – Prosecutors and investigator – who were mustered throughout Rwanda and elsewhere to find evidence of a conspiracy and crimes committed by Mr Zigiranyirazo and members of the family of Mme Agathe Kanziga. Not surprisingly the evidence was hard to find. Initially the investigation involved high ranking members of the Rwandan Government.

In 2002, 2003, and especially 2004, they recruited Michel Bagaragaza, former head of the OCIR (Rwandan Tea Industry). He was interviewed for hundreds of hours between September and December 2004 in Nairobi. He confessed to many crimes including ordering with local authorities in the Bushiru area the “Interahamwe” to exterminate Tutsi in Nyundo and of providing gasoline to marauding “Interahamwe” for the Kesho killings and other killings in the region<sup>3</sup>.

He was offered the following in exchange for testimony against Protais Zigiranyirazo:

1. Trial in Europe in a national jurisdiction
  2. Moving his family of six or more out of Africa and helping financially to get them established.
  3. Reduced sentence
  4. Early parole
  5. On release moving to the Country where his family lives
-

6. Important Financial advantages

7. Change of identity on release

Bagaragaza gave damning testimony against Protais Zigiranyirazo. Many courageous people from Rwanda and throughout the world rallied forth to defend Mr Zigiranyirazo against the lies of Bagaragaza and others. The Trial Chamber could not accept the testimony of the liar Michel Bagaragaza<sup>4</sup>. This was one factor in the acquittal of Mr Zigiranyirazo. The Prosecutor failed outright with Bagaragaza.

Eventually, Bagaragaza had to be tried at the ICTR since Holland and Norway refused to try him. He pleaded guilty to a minor charge and the Prosecutor withdrew the major charge of ordering the extermination of the Tutsi in Nyundo he had admitted in 2004<sup>5</sup>. He was given a very light sentence of 8 years beginning in August 2005 partly because of his allegedly invaluable assistance to the Prosecutor.<sup>6</sup>

The Prosecutor did not give up with Bagaragaza and in the autumn of 2005 indicted Mr Juvenal Uwilingiyimana who was living peacefully in Belgium. He was first contacted in August 2005. Michel Bagaragaza, from his prison cell in The Hague worked with the Prosecutor to recruit Mr Uwilingiyimana

Mr Uwilingiyimana was offered many advantages in exchange for testifying against ICTR prisoners Mr Zigiranyirazo, Mr Ngirumpatse Mathieu, Karemera, Edouard and Nzirorera Joseph. He was interviewed for weeks in October and November 2005. Mr Uwilingiyimana entered into this process as part of the search for truth.

He was pushed to admit crimes in his home commune of Kayove and invited to make extensive testimony against these ICTR prisoners. When he realized that the Prosecution investigators were not searching for truth but were rather trying to invent lies to convict the Hutu leadership, he withdrew from the meetings with the Prosecutor. When he withdrew, the investigators Tremblay and Delvaux stated he would be lynched, crushed, his body will be trampled on in the street and the dogs would piss on him.

We have attached as Annexe A, the original French version and the English translation of his letter to the chief of Prosecution where he describes how the Prosecution investigators attempted to obstruct justice by creating false testimony and threatening the Witness.

The next part of this saga will be presented by Natacha Abingeneye, daughter of Mr Uwilingiyimana.

---

<sup>4</sup> See above.

<sup>5</sup> Paragraph 398 of his Statement to the Prosecutor which is available on request from this author

<sup>6</sup> Bagaragaza Sentencing Judgement para. 39 and 44.

Joint Presentation by John Philpot and Natacha Abingeneye, Conférence de Bruxelles, 22 May 2010

The fatal flaw in the Prosecution's work is the attempt to liken the circle around the family of the late President as a criminal gang. The Akazu as a criminal organisation did not exist. Mr Zigiranyirazo has been acquitted but the RPF machine is still threatening Mme Kanziga with the same barrel of lies including the outright falsehoods of Michel Bagaragaza.

The Prosecution has tried to prove a lie. The search for truth can be helped by allowing us to know what happened to Mr Uwilingiyimana.

John Philpot, Defence Counsel, ICTR,

[www.johnphilpot.com](http://www.johnphilpot.com)